

Macron ne devrait pas taper sur sa police : elle peut encore lui servir



À quoi joue-t-il ? Dans l'interview qu'il a donnée au média en ligne Brut, Macron s'est, une fois encore, surpassé dans l'outrance. Dans son collimateur, la police nationale qu'il a publiquement désavouée, reprenant à son compte les accusations de « contrôle au faciès » et de « violences policières » lancées par la racaille de banlieue et l'extrême gauche. « Aujourd'hui, quand on a une couleur de peau qui n'est pas blanche, on est beaucoup plus contrôlé. On est identifié comme facteur de problème et c'est insoutenable » a osé affirmer le chef de l'État.

Les policiers savent désormais à quoi s'en tenir. Ils n'ont plus rien à attendre de celui qui accrédite la présence, au sein des forces de sécurité, de « policiers violents » qu'il y a lieu de « sanctionner ». Et comme pour donner des gages de sa détermination, il a cru bon d'annoncer la création d'une plateforme de signalement des discriminations. Un exutoire de la haine et des frustrations qui sera géré par l'État, le défenseur des droits et des associations. Comme si l'institution n'était pas capable d'assurer elle-même le contrôle de ses personnels ! Comme si chaque fonctionnaire de police n'était pas soumis à une autorité hiérarchique ! Comme

si l'IGPN ne faisait pas son travail !

Les principaux syndicats de policiers sont immédiatement montés au créneau pour dénoncer les propos du chef de l'État. « Non, la police nationale n'est pas raciste et elle ne choisit pas sa délinquance. Monsieur Emmanuel Macron, c'est honteux ! Le Président aura la police qu'il mérite » a twitté Alliance Police nationale qui a invité ses adhérents à cesser immédiatement les contrôles d'identité et à mettre fin aux enquêtes.

Cette défiance de l'État vis-à-vis des policiers n'est pas nouvelle. On se souvient des manifestations de policiers en 2015, place Vendôme, lorsque Christiane Taubira était ministre de la Justice. En juin dernier, les syndicats de policiers piquaient une grosse colère suite aux propos de Christophe Castaner, alors ministre de l'Intérieur, qui avait évoqué l'existence de « soupçons avérés » de racisme dans la police en même temps qu'il annonçait la fin progressive de la clé d'étranglement.

Propos blessants et injurieux

Comment une police désarmée, démotivée, abandonnée par le premier personnage de l'État peut-elle faire face à des casseurs aguerris comme les Black Blocs ? Par ses propos blessants et injurieux, totalement inadmissibles dans la bouche d'un président de la République, Macron donne raison à tous ceux qui crient leur haine de la police et viennent pour « casser du flic » à chaque manifestation. Qu'en pense Darmanin ? Comment réagit-il à cette attaque en règle du plus haut personnage de l'État contre l'institution qu'il dirige ?

Dans une récente interview (15/11) au Parisien, le ministre de l'Intérieur s'insurgeait contre « cette société dans laquelle on pense que les policiers sont les agresseurs... Cela fait des années que l'on crache à la figure des policiers » s'indignait-il. C'est précisément ce que vient de faire Macron sans que Darmanin ne bouge le petit doigt. Aux dernières

nouvelles, il était toujours le premier flic de France !

Le locataire actuel de l'Élysée devrait pourtant se souvenir qu'il doit une fière chandelle aux policiers. C'était en décembre 2018, au plus fort de la crise des Gilets jaunes, Macron se terrait à l'Élysée transformée en bunker. La rue grondait. La foule se rapprochait menaçante du palais présidentiel. Un hélicoptère se tenait prêt à exfiltrer le chef de l'État. Dans Paris en état d'insurrection, la mobilisation des forces de l'ordre était à son maximum. À l'inverse, le service sécurité de l'Élysée était bien dégarni. « S'ils se rendent compte que nous ne sommes que trois, ils vont nous massacrer » lança un policier à ses collègues. Pensant que sa dernière heure était arrivée, il se préparait déjà à dire adieu à sa famille. Pourtant le pire ne se produisit pas ce jour-là. La foule ne franchira pas les grilles de l'Élysée, au grand soulagement du couple présidentiel.

Pas sûr qu'aujourd'hui ce même policier accepterait de se sacrifier pour un Président qui n'a que du mépris pour ceux qui ont la lourde tâche d'assurer le maintien de l'ordre dans notre pays ! Et pourtant Macron a aujourd'hui plus que jamais besoin d'un service de protection efficace. De nombreuses menaces de mort lui sont adressées par les islamistes depuis qu'il a défendu le droit à la caricature et à la liberté d'expression lors de l'hommage solennel à Samuel Paty, le professeur d'histoire décapité.

Mais le vrai danger pour lui peut venir de la grave crise sociale qui s'annonce pour 2021. Combien de rideaux de commerces ne se relèveront plus ? Combien d'entreprises vont déposer le bilan ? Combien d'indépendants devront mettre la clé sous la porte ? Aux victimes sanitaires du coronavirus, essentiellement des personnes âgées, s'ajouteront des victimes économiques, principalement des jeunes et des non salariés. Faute de trouver du travail, ceux-ci se retrouveront dans la rue pour des manifestations de type Gilets jaunes puissance

10. C'est la crainte que nourrissent les autorités avec tous les risques pour la sécurité publique que cela comporte !

Alain MARSAUGUY